



**Rafael Correa.  
Quels défis pour le nouveau  
Président de l'Equateur ?**

**Commission Justice et Paix belge francophone asbl**  
rue Maurice Liétart, 31/6 • B-1150 Bruxelles • Belgique  
tél. 32-(0)2-738.08.01 • fax 32-(0)2-738.08.00  
info@justicepaix.be • www.justicepaix.be

A N A L Y S E 2 0 0 7

## **Rafael Correa.**

### **Quels défis pour le nouveau Président de l'Équateur ?**

#### **L'arrivée de Rafael Correa, nouveau Président de l'Équateur, sera-t-elle synonyme d'un changement positif pour le pays?**

L'Équateur a connu 9 présidents en 10 ans. Certains ont été chassés par des coups d'Etat, d'autres par des manifestations populaires. Ce défilé présidentiel a été le signe d'un ras-le-bol d'une population qui vit une grave crise sociale et économique.

Cette crise est, entre autres, due à la décision, en 2000, de remplacer la monnaie nationale, le Sucre par le Dollar. Pour Wilma Salgado<sup>1</sup>, de l'université andine Simón Bolívar Toledo : « Nous vivons une crise profonde, la dollarisation n'a pas fonctionné comme ses promoteurs l'avaient imaginé. Elle a fait augmenter les coûts de production locaux, désormais plus élevés que ceux des pays voisins. Nos entreprises ont été liquidées. Et plus qu'ailleurs, dans l'agriculture. Nous consommons des pommes de terre américaines (...) ». Cette dollarisation de l'économie a donc augmenté le coût de la vie et provoqué un important exode. Aujourd'hui, près de 3 millions d'Équatoriens vivent à l'étranger.<sup>2</sup>

Les différents présidents promettent... et décevront. En 2002, Lucio Gutiérrez est élu grâce à l'appui du mouvement indigène... à qui il tourne le dos dès son arrivée au pouvoir. Entre autres priorités : la préparation d'un Traité de Libre Commerce (TLC) avec les États-Unis.

Fin avril 2005, Alfredo Palacios devient président. Il nomme Rafael Correa ministre de l'Economie. Dès le début, les propos de ce dernier sont exempts d'ambiguïtés : la politique équatorienne doit être souveraine. Il placera la lutte contre la pauvreté comme une priorité et il ira jusqu'à dire que la population doit être consultée concernant l'éventuelle signature d'un TLC avec les USA.

Mal vu par le gouvernement nord-américain, ces propos sont la source de pressions contre le Président. 106 jours après le début de son mandat, Rafael Correa perd la confiance d'Alfredo Palacios et démissionne.

Alfredo Palacios a dès lors les mains libres pour négocier un TLC avec les États-Unis. En mars 2006, d'énormes manifestations lieu ont, organisées par la CONAI (Confédération des nationalités indigènes d'Équateur). Le pays est paralysé. L'état d'urgence est décrété.

Rafael Correa crée « Alliance pays », un groupe formé de différentes tendances progressistes.

Le 26 novembre 2006, Rafael Correa remporte les élections présidentielles avec 27% des voix contre Alvaro Noboa, le très riche magnat de la banane.

---

1 Citée par Maurice Lemoine dans « Une victoire à consolider en Équateur », Le Monde diplomatique, janvier 2007.

2 Nous verrons par la suite que, si un retour à la monnaie locale n'est pas encore à l'ordre du jour, le nouveau président équatorien a décidé de s'attaquer à quelques grandes questions sociales et économiques, mises en évidence dans cette citation.

Sans être exhaustifs, voici quelques enjeux qu'il nous semble important de signaler.

## **La question indigène**

Le rapprochement avec les indigènes, qui représentent 30% de la population du pays, est un défi important pour le président.

Dès le début de la campagne électorale, Rafael Correa a tendu la main à la CONAI (Confédération des nationalités indigènes d'Équateur). Ses membres, encore déboussolés par l'échec de leur alliance avec Lucio Gutiérrez, refusent cette collaboration et présentent leur propre candidat. Luis Macas, candidat de Pachakutik (branche politique de la CONAI créée en 1996), n'a obtenu que 2% des voix au premier tour de l'élection présidentielle.

Au second tour, la gauche se rallie au candidat Correa. Pourtant, encore aujourd'hui, certains se méfient de cet économiste ayant fait de grandes études en Équateur, en Belgique et aux USA. Cet ancien doyen d'une faculté privée d'économie, issu de la « classe haute » saura-t-il être proche de la base?

Il est vrai, que contrairement au président de la Bolivie Evo Morales, Rafael Correa n'est pas indigène, mais il dit se sentir proche de leurs revendications. Il a appris le quechua (langue indienne) et, dans sa jeunesse, a fait du travail volontaire dans une communauté andine.

Jusqu'à présent, la politique mise en route par Rafael Correa, qui a d'ailleurs repris les grandes idées qu'il avait lorsqu'il était ministre de l'économie, va plutôt dans le sens de plus de justice sociale, de lutte contre la pauvreté, de lutte contre les intérêts des privilégiés, de souveraineté nationale... au point que ses opposants le comparent déjà à Evo Morales ou Hugo Chavez, président du Venezuela.

Mais, si la victoire de Rafael Correa est signe d'espoir pour les populations les plus pauvres du pays, cette éventualité fait frémir d'autres pour qui déjà certaines décisions présidentielles s'apparentent à de l'autoritarisme.

## **Restaurer la confiance en la démocratie**

Depuis son arrivée au pouvoir le 15 janvier 2007, le président a déjà beaucoup fait parler de lui. La crise institutionnelle autour du référendum pour une nouvelle Constitution en est un exemple.

Dans un entretien accordé au journal *Le Soir*, le Président équatorien dit: « seuls 3% de la population ont confiance dans le Congrès. Or ce sont nos représentants (...). Nous allons (...) rendre la démocratie davantage participative, changer le modèle néolibéral qui fut légitimé dans la Constitution de 1998 (...) ce sera fait selon les lois, la Constitution et surtout la volonté du peuple équatorien »<sup>3</sup>

Le 15 avril 2007, la population équatorienne a dit « oui » (78% des votes) au projet présidentiel de

---

3 “Une révolution citoyenne, rapide, radicale, profonde” par Véronique Kiesel, *Le Soir* du vendredi 30 mars 2007.

création d'une Assemblée constituante qui sera chargée de rédiger une nouvelle Constitution (qui sera à son tour soumise à un référendum en 2008). L'objectif du Président est de faire une réforme profonde de la politique équatorienne : renforcer le pouvoir de l'État sur l'économie et diminuer les pouvoirs du Congrès à qui il reproche d'avoir contribué à l'instabilité politique que le pays vit depuis des années.

Mais cette victoire est le résultat d'une profonde querelle qui a opposé le président au Congrès (où il ne dispose d'aucun élu de son parti) qui l'accuse d'être autoritaire et de vouloir instaurer une dictature (alors que les députés s'opposaient à la réforme constitutionnelle et bloquaient le processus, 57 d'entre eux ont été destitués et remplacés par le Tribunal électoral).

Quel sera le contenu de cette nouvelle Constitution et comment arrivera-t-elle à rallier les différents points de vue sur les priorités nationales et internationales?

### **Une priorité au local et au régional avant l'international ?**

« Le plus grand problème de l'économie en Équateur est le manque d'emplois »<sup>4</sup>, dit Rafael Correa, qui ajoute que les inégalités et la pauvreté sont intolérables. Dans un pays où 60% de la population est pauvre, Rafael Correa veut placer le social comme une priorité. Cette tendance se lit déjà dans les chiffres : le gouvernement prévoit d'augmenter le budget pour le social (passer de 22,0% du budget de l'État en 2006 à 28,0% en 2007 pour arriver à 38,4% en 2010) et productif (de 6,4% en 2006 à 8,1% en 2007 pour arriver à 11% en 2010)<sup>5</sup>. Le service de la dette externe, quant à lui, sera diminué (de 38,0% en 2006 à 28% en 2007 pour arriver à 11,8% en 2010).

Cependant, le gouvernement équatorien prévoit de payer au plus vite la dette de 22 millions de dollars qu'il a auprès du FMI afin de prendre ses distances vis-à-vis de cet organisme financier.

Une indépendance financière est-elle possible? Le Président équatorien, qui a applaudi des deux mains la proposition de Hugo Chavez de créer une « Banque du Sud », le pense. Cette initiative serait un premier pas vers une intégration commerciale et financière régionale et aurait pour objectif de réunir des réserves financières et d'aider les pays qui en auraient besoin, leur permettant ainsi de ne pas faire appel aux institutions financières internationales.

Une politique régionale cohérente risque cependant d'être difficile à mettre en place étant donné les relations diplomatiques actuellement un peu tendues avec la Colombie. Le conflit présent dans ce pays a des conséquences sur l'Équateur (dont la frontière nord est commune avec la Colombie) : le trafic d'armes et de drogue qui finance les FARC (Forces Armées Révolutionnaires de Colombie) est très présent dans cette région frontalière, ce qui met la population dans une situation d'insécurité. Cette région subit aussi les conséquences de la politique d'épandage aérien de glyphosate (puissant herbicide) menée par le gouvernement colombien (avec l'appui des États-Unis) en vue d'éradiquer les cultures de coca. Or, il est fort probable que ce produit soit nocif pour la santé des populations.

Les autorités équatoriennes se plaignent de subir les conséquences de la violence et des activités délinquantes de l'autre côté de la frontière... ce qui a été renforcé, selon l'Équateur, depuis la mise en route du « Plan Colombie ». Ce plan de lutte contre le narco trafic et le terrorisme est largement financé par les USA et est considéré par l'Équateur comme « militariste et violent ». En réponse à ceci, l'Équateur a présenté le « Plan Équateur »... une « réponse de paix, équité et développement » qui donnera le statut de réfugiés aux millions de déplacés colombiens qui fuient la guerre et qui recherchera des fonds pour développer la zone de la frontière nord.

---

4 Communiqué du 2 avril 2007 du gouvernement équatorien.

5 Idem.

Comment vont évoluer les relations avec la Colombie mais aussi avec les USA... qui appuient le Plan Colombie? Les États-Unis qui, par ailleurs, ne voient pas d'un très bon oeil le refus du gouvernement actuel de relancer les négociations relatives au TLC.

« Dire non au TLC, ne veut pas dire que nous refusons toute relation avec les USA » dit Alberto Acosta, Ministre équatorien de l'énergie qui ajoute « Nous voulons des relations internationales basées sur l'équité et le respect de la souveraineté des peuples »<sup>6</sup>.

Et c'est sans aucun doute un énorme enjeu pour ce pays riche en pétrole, sorti de l'OPEP<sup>7</sup> en 1992, et qui souhaite revoir les contrats avec les entreprises pétrolières afin que les droits des différentes parties soient respectés.



Axelle Fischer et Maria-Lourdes Orihuela.  
Juin 2007.

### Quelques infos sur l'Équateur

Capitale : Quito  
Nature du régime : République  
Population : 13,5 millions d'habitants  
Population indigène : Près de 30% ;  
60% de la population est pauvre ; Espérance de vie : 74 ans  
Analphabétisme : 9% ; Monnaie : avant 2000, le Sucre. Depuis 2000, le dollar ;  
13,5% de la population vivent principalement des ressources pétrolières et de l'agriculture.

---

#### Source :

Faim Développement magazine, novembre 2006  
[www.presidencia.gov.ec](http://www.presidencia.gov.ec) Site Internet du gouvernement de l'Équateur

### Quelques repères

La « Gran Colombia ». C'est ainsi que s'appelait, dès 1822, cette région constituée des actuels Venezuela, Colombie et Équateur. Ce dernier obtient son indépendance en 1830, suite à la décision du Venezuela de devenir un État souverain.

L'Équateur est le plus petit des pays andins (270.670 km<sup>2</sup>). Il a des frontières communes avec la Colombie et le Pérou.

---

<sup>6</sup> Journal La Republica, 8 décembre 2006.

<sup>7</sup> Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole.

